

La Turquie au côté du Brésil, lors du sommet sur la sécurité nucléaire de Washington

vendredi 16 avril 2010, par [Jean Marcou](#)

Vu de Turquie, le sommet nucléaire américain qui s'est tenu, les 12 et 13 avril 2010, à Washington, devait être surtout l'occasion d'évoquer le dossier iranien, Recep Tayyip Erdoğan n'ayant cessé, ces dernières semaines, d'annoncer son intention de s'opposer aux sanctions qui se profilent contre Téhéran, et de poser la question du nucléaire israélien. Pourtant, en dépit de la posture adoptée par le premier ministre turc et réitérée notamment à l'occasion de ses rencontres récentes avec la chancelière allemande et le président français, la question iranienne n'était pas officiellement l'objet du sommet de Washington.

Depuis la conférence de San Francisco convoquée par Franklin D. Roosevelt, en 1945, pour aboutir à la création de l'ONU, Barack Obama est le premier président américain à avoir provoqué la tenue d'une conférence globale destinée à réformer l'ordre mondial. En l'occurrence, il souhaitait convaincre la communauté internationale, en tout cas la cinquantaine de pays invités (détenteurs de l'arme nucléaires à l'exception de la Corée du nord ; possesseurs de réacteurs de recherche atomique et de centrales nucléaires comme l'Argentine, le Brésil, l'Allemagne ou le Japon ; puissances régionales comme la Turquie, le Nigéria ou l'Égypte), de souscrire à un objectif de sécurité nucléaire, qui constitue sa priorité internationale, et qui consiste pour l'essentiel à endiguer la prolifération nucléaire, tout en assurant une sécurisation de l'usage des matériaux nucléaires sensibles, tel l'uranium hautement enrichi. Car, pour l'administration américaine, le terrorisme nucléaire est une réelle menace ; Barack Obama a notamment rappelé que « des groupes comme Al-Qaida sont en train d'essayer de mettre la main sur une arme nucléaire ».

Au-delà de cet ordre du jour officiel, dont l'urgence a été diversement perçue, par les participants, les pays émergents y voyant plutôt une priorité de pays nantis, le dossier nucléaire iranien n'en restait pas moins la grande affaire du moment. Le président américain entendait, en effet, au travers de rencontres bilatérales, tenues en marge du sommet, avec les principaux chefs d'Etat et de gouvernements présents, obtenir un large consensus (notamment celui des membres du Conseil de sécurité de l'ONU) avalisant les éventuelles sanctions, qui seront prises, si l'Iran ne se conforme pas aux directives de l'AIEA (l'Alliance internationale d'Énergie Atomique). La Turquie, pour sa part, avait fait connaître son intention de manifester son désaccord à ce sujet, tout en posant le problème de la détention officieuse de l'arme nucléaire par Israël, qui pour cette raison avait décidé de boycotter le sommet.

Le 13 avril 2010, en marge du second jour du sommet, Barack Obama a rencontré le président brésilien Lula et le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, pour évoquer le problème iranien et les inciter à soutenir les sanctions contre la République islamique, qui risquent d'être à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, dans les prochaines semaines. Lors de cet entretien qui, bien que cordial, a été assez bref, Lula et Erdoğan ont néanmoins continué à prôner le dialogue avec Téhéran sur la question nucléaire. Au sein du Conseil de sécurité, quatre pays restent donc opposés à des sanctions contre l'Iran. Outre la Turquie et le Brésil, il s'agit du Liban et de la Chine, mais lors du sommet, cette dernière s'est montrée encline à évoluer et à se rapprocher des positions américaines. La Turquie, quant à elle, n'aura pas pu afficher sa position nucléaire de façon aussi fracassante qu'elle l'avait annoncée, mais elle aura réussi à apparaître au côté du Brésil, comme un pôle émergent, faisant entendre sa différence, et se posant en défenseur des intérêts des pays émergents et des pays en développement.

De façon significative, au lendemain du sommet de Washington, le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, effectue une visite de deux jours au Brésil, où il doit rencontrer le président Lula, et

participer à diverses initiatives de coopération économique et politique. Le sommet de Washington aura donc confirmé que la diplomatie turque entend désormais rayonner sur la scène internationale, et peut-être qu'un nouvel axe Ankara-Brasilia est né.

JM

[Article source](#)

Sources

Source : Ovipot, le 15.04.10